

Burundi : HRW dénonce des disparitions et meurtres d'opposants politiques

Human Rights Watch, le 12 juin 2019 Burundi : Abus généralisés visant l'opposition Le Conseil de sécurité de l'ONU devrait approfondir son suivi et imposer des sanctions ciblées (Nairobi) – Les autorités du Burundi et des jeunes affiliés au parti au pouvoir ont battu, arrêté arbitrairement, fait disparaître et tué des dizaines d'opposants politiques réels et supposés. Une campagne concertée contre ceux qui sont perçus comme étant opposés au parti au pouvoir continue depuis le référendum constitutionnel de mai 2018, mais les abus semblent avoir augmenté depuis l'accréditation d'un nouveau parti d'opposition en février.

Des membres des Imbonerakure, la ligue des jeunes affiliée au Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD), et des autorités locales continuent de mettre une pression intense sur la population pour qu'elle adhère au parti au pouvoir à l'approche des élections présidentielles prévues pour 2020, particulièrement dans les zones rurales. La ligue des jeunes et des administrateurs locaux ont réagi à l'enregistrement du Congrès national pour la liberté (CNL) par des abus généralisés, et n'ont subi quasiment aucune conséquence de ces actes, dans au moins huit des dix-huit provinces du pays, a constaté Human Rights Watch. Lire l'intégralité du Rapport de HRW

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});